

Forum social de la jeunesse estrienne

Déclaration finale

C'est avec exaltation que nous annonçons à la planète que, les 7 et 8 décembre 2002, lors du premier Forum Social de la Jeunesse Estrienne, une centaine de jeunes citoyennes et citoyens de l'Estrie ont pris leurs responsabilités et ont affirmé leur désir d'être des acteurs politiques vivants. Nous avons discuté, débattu et pris des engagements.



FACE À LA VIE POLITIQUE institutionnelle somnolente du Québec contemporain, nous avons le besoin, et l'aurons toujours, de construire des espaces d'action et de discussion critique propres à la jeunesse, des espaces dans lesquels nous pouvons exposer nos espoirs et nos rêves en toute liberté.

NOTRE DÉMARCHE est régionale, mais s'inscrit dans un contexte mondial qui nous touche directement. La marchandisation de la planète atteint des sommets de plus en plus absurdes. Le projet néolibéral déguise des guerres impérialistes en chasse aux sorcières, en croisades contre le mal, en « guerre au (narco) terrorisme ».

NOUS DÉNONÇONS ce modèle irresponsable qui menace la vie. Nous nous opposons décidément à l'arrogance mercantile avec laquelle les « adultes » prétendent diriger la planète, ses

ressources, ses peuples et ses rêves. Par conséquent, nous dénonçons le projet de recolonisation des Amériques par les États-Unis à travers la ZLÉA, la militarisation et les pressions des institutions financières internationales (FMI, BM, OCDE, OMC).

NOUS CONTESTONS ce système qui favorise le discours économique par rapport au discours politique, encourageant la concentration du pouvoir dans les mains des transnationales au détriment de la souveraineté des peuples.

NOUS NOUS OPPOSONS à la répression et à la manipulation médiatique au sein des États canadiens et québécois (arrestations massives, lois « anti-terroristes », discours unique, etc.)

NOUS REFUSONS un enseignement soumis aux lois du marché chargé de reproduire le système capitaliste (financement privé, ingérence des

entreprises dans le contenu des cours, contrats de performance...). Nous voulons plutôt une éducation axée vers l'épanouissement d'êtres humains critiques et transformateurs et non pas seulement vers la formation d'une main-d'oeuvre.

NOTRE SYSTÈME DE SANTÉ, comme celui de l'éducation, doit rester complètement public et égal d'accès pour tous et toutes. Il est louche et pervers de penser que l'on puisse faire de l'argent avec la maladie et le malheur des gens.

NOUS RÉSISTONS à la culture triomphante du spectacle, qui fait de la (sur)consommation de produits culturels l'unique interaction possible avec l'art, qui laisse la porte ouverte à l'invasion culturelle états-unienne et qui tend à uniformiser nos valeurs autour de l'idéologie néo-libérale.

NOUS SOULIGNONS l'incapacité du libre marché à gérer efficacement les ressources de la planète. La spéculation n'est pas un moyen rationnel de faire face à l'urgence de la question environnementale.

NOUS NE VOULONS PLUS d'un mode de vie centré sur le gaspillage de produits de consommation à usage unique, cette culture est non seulement néfaste écologi-

quement (multiplication des dépotoirs, pollution des écosystèmes...) mais aussi socialement (mépris de l'être et sur valorisation de l'avoir).

NOUS REVENDIQUONS le droit de bâtir un autre monde et croyons qu'il est impératif de nous organiser pour jouer notre rôle. **NOUS PROPOSONS** d'UNIR les différentes expressions de lutte face au système et de construire une coalition régionale visant à renforcer le réseau déjà existant aux plans national et international.

IL EST IMPORTANT de multiplier les théâtres d'intervention, de réflexion et de participation citoyenne et de promouvoir l'utilisation de tous les moyens d'expression populaire (médias alternatifs, troupe de théâtre d'intervention, moyens audiovisuels, etc.).

NOUS CROYONS que l'éducation est en soi un moyen de changement social et politique. Ainsi, plusieurs projets d'éducation populaire seront

mis sur pied (campagne de sensibilisation, ateliers thématiques dans les écoles, éducation par les arts).

NOUS VOULONS une démocratie davantage participative, avec des mécanismes de « consultations délibérantes », par exemple, et un mode de scrutin proportionnel (mixte ou autre).

NOUS CHÉRISSONS également l'idée de prendre collectivement en charge l'économie en priorisant des modes alternatifs d'organisation (coopératives, collectifs, comités régionaux...).

IL NOUS FAUT OCCUPER notre espace, hisser nos idéaux tout en haut de nos rêves, élever nos voix : Nous nous soulevons contres les moulins de l'économie triomphante. Nous assumons la responsabilité d'être vivant. Nous prévoyons la chute du géant et proclamons qu'un autre monde est possible, urgent et nécessaire!

Estrie, 7 janvier 2002, Site du Forum et de ses suites : www.fsje.cib.net

- SOMMAIRE -

Paix et sécurité avant le pétrole	p. 2
Une première mondiale : pertes de McDo	p. 2
Notre centre-ville : un poumon artificiel?	p. 3
Médias : un clone médiatisé	p. 4
Lula et la présidence du Brésil	p. 4
Quillabamba au Pérou	p. 5
Sondage de l'ONU sur la faim	p. 6
Le Québec et les droits des enfants à l'étranger	p. 7
La Consulta et la ZLÉA	p. 7
Lecture : La fête au bouc	p. 8
Lecture : Les petits soldats	p. 8

Ce spécial international a été rendu possible grâce à la collaboration du
Carrefour de Solidarité Internationale

-- ÉDITORIAL --

Opposition à la guerre contre l'Irak

Paix et sécurité avant le pétrole

Depuis quelques mois, les médias d'information nous inondent d'articles portant sur une éventuelle attaque militaire des États-Unis contre l'Irak avec ou sans l'appui du Conseil de sécurité des Nations Unies. Chacun se rappelle que dès le lendemain des événements tragiques du 11 septembre 2001, le président George W Bush s'était adressé à toutes les nations sous la forme de menaces à peine voilées : « Que ceux qui ne sont pas avec nous sont contre nous ». Très vite, il avait brandi le spectre d'un Axe du Mal dont feraient partis des États « voyous » tels l'Irak, le Soudan et la Corée du Nord. Au nom du respect des droits humains, de la liberté d'expression et de la démocratie, la lutte contre le terrorisme était lancée... mais aussi celle pour l'appropriation du pétrole irakien par l'administration Bush.

Des inspections... et des menaces

En décembre 2002, le Conseil de sécurité a mis en place la Commission de contrôle de vérification et d'inspection de l'ONU (Cocovinu) pour s'assurer du désarmement de l'Irak et de la destruction de ses armes de destruction massive. Jusqu'à ce jour, les inspecteurs n'ont trouvé que des têtes de missiles vides... Durant ce temps, la plus forte armée du monde continue de déployer ses effectifs militaires dans le Golfe Persique et ses pays limitrophes.

Selon certains analystes, cette guerre coûtera minimalement aux Américains la somme de 200 milliards, de quoi soulager la faim dans le monde. Encore fragilisée par les attentats de New York et Washington et malgré les mensonges quotidiens de ses dirigeants politiques, la population américaine se mobilise de plus en plus et des milliers de manifestants pacifiques s'y sont opposés le 18 janvier dernier. (Seulement 45 % d'Américains sont pour une attaque américaine.)

Avec le temps, l'administration Bush n'arrive plus à dissimuler, à sa propre population, la motivation pétrolière derrière cette guerre. Les rencontres se multiplient avec les dirigeants des principales sociétés pétrolières dont Halliburton Co, une entreprise texane dont l'actuel vice-président Dick Cheney a été chef de la direction. La forte dépendance des États-Unis à l'égard du pétrole étranger, présente et à venir, est bien connue : de 55% qu'elles étaient en 2001, on prévoit que les importations de pétrole représenteront 70 % de la consommation américaine en 2025 et la région du Golfe Persique renferme 65% des réserves mondiales de pétrole...

Une invention : le droit à l'autodéfense préventive

Entendons-nous bien. Nous ne sommes aucunement en faveur du régime dictatorial de Saddam Hussein. Cependant, cette guerre ne serait que la suite des guerres économique et alimentaire menées contre l'Irak depuis la guerre du Golfe en 1991 tuant depuis des milliers de femmes et d'enfants. Bush parle d'autodéfense préventive, c'est-à-dire de l'utilisation du droit à l'agression n'importe où, n'importe quand et avec tous les moyens jugés nécessaires. Cela va à l'encontre du droit international qui interdit un tel recours.

Le Collectif du journal s'oppose à cette guerre contre l'Irak pour des raisons de paix et de justice, car l'agression qui se prépare va à l'encontre de traités internationaux et de la Charte des Nations Unies et n'a qu'une visée, l'expansion des ambitions impérialistes américaines pour combler leur besoin en pétrole. Au développement de la violence et de la militarisation, il faut opposer la force du nombre. Soyons nombreux à nous opposer à la barbarie guerrière et à manifester notre sentiment favorable à la paix! Qu'au coeur de l'hiver, nos chants d'espoir fleurissent au printemps éclaté pour une plus grande fraternité universelle respectueuse de nos différences et aussi, pour moins de souffrances pour le peuple irakien.

L'Équipe de rédaction



Qui l'aurait crû!!!

Première perte de l'histoire de McDo

Le numéro un mondial de la restauration rapide, McDonald's, a une nouvelle fois laissé ses actionnaires sur leur faim en les prévenant hier qu'il devrait afficher la première perte de son histoire au quatrième trimestre et que le temps des vaches maigres n'est peut-être pas révolu. McDo a révélé hier qu'il devrait enregistrer une perte nette par action de 5 à 6 cents US au cours du dernier trimestre de 2002. Ce sera la première perte du groupe depuis l'ouverture du premier des 30 000 restaurants de la chaîne en 1955. Cette perte découle directement d'un plan de restructuration annoncé en novembre. Ce plan, qui va forcer McDo à faire provision de 435 millions US avant impôts pour le financer, prévoit la fermeture de quelque 175 restaurants et la disparition de 600 McJobs.

Source : La Presse, 18 décembre 2002

Voilà bien un genre de nouvelles auquel nous sommes peu habitués. Mais au royaume des États-Unis d'Amérique, tout est possible... même l'impossible. L'empire montre des signes de faiblesse. Sous des dehors impressionnants, pour ne pas dire provocateurs, il se gonfle d'aise rassuré qu'il est par une armée jugée comme la plus puissante au monde. Mais son économie connaît un tout autre régime : poussée à l'extrême par une libéralisation des marchés à l'échelle planétaire et en même temps assoiffée de profits incalculables tant les chiffres sont énormes, son état de santé sème l'inquié-

tude. Les faillites financières de ses plus grosses entreprises, dont Enron et World Com, s'enfilent à la chaîne semant la consternation et la méfiance chez nombre d'investisseurs. Des milliers de gens ont perdu emplois, fonds de pension et épargnes.

J'M
moins

Tous ces gens doivent se serrer la ceinture. Tel un prédateur, l'empire s'alimente de plus en plus, pour ses ressources en énergie et ses biens de consommation,

auprès de nombreux pays. Comment réagira-t-il lorsque la demande baissera de façon marquante et qu'il ne pourra plus engouffrer de façon aussi indécente tous ces milliers de billets verts américains? Reviendra-t-il à un peu plus de modestie et de justice sociale? Ce ne sont sûrement pas les baisses d'impôts (674 milliards sur 10 ans) annoncées par le président George W Bush qui vont véritablement aider tous ces gens, car avant tout, ces baisses profiteront aux compagnies ainsi qu'aux classes aisées. Aux États-Unis d'Amérique, le boeuf se consomme désormais plus maigre...

Louise Daigle

Journal communautaire
bimestriel

ENTRÉE
LIBRE

187, rue Laurier, local 317
Sherbrooke (Québec)
J1H 4Z4

Téléphone : 821-2270
Courriel : entree@aide-internet.org

AMECQ Association des
médias écrits
communautaires
du Québec

Équipe de rédaction

Carole Archambault
Pierre Berger
Yanick Bilodeau
Geoffroy Bruneau
Louise Daigle
Normand Gilbert
Marisol Lemay
Karine Therrien

Mise en page
Louise Daigle

Correction
Marisol Lemay

Caricature

Pierre Berger

Collaboration

Alexandre Badibanga
FSJE
Me Micheline Plante
Claude Richard
Daniel Vanoverschelde

Éditeur : La Voix Ferrée

Impression : The Record

Distribution :

Publi-Sac Estrie

Poste Publication : Enrg. 7082

Dépôt légal 1^{er} trimestre 2003

Bibliothèque nationale du Québec

Bibliothèque nationale du Canada

Territoire de distribution gratuite délimité par les rues Queen au nord, Saint-Joseph au sud, Le Phare à l'ouest et par la rivière St-François

Culture
et Communications
Québec

tirage/certifié
AVDA
membre 2002

RPM
placement
COMUNAUTAIRE

Commerces et centre-ville : quels choix avons-nous?

Le centre-ville de Sherbrooke n'est certainement pas l'un des plus attrayants et pratiques qui soit. Cette constatation ne se veut pas pessimiste, mais reflète malheureusement une certaine réalité. En tant que résident du quartier, je propose ici à nos lecteurs et lectrices un survol de la situation qui prévaut au royaume de la fameuse rue Wellington Nord, plus familièrement appelée la « Well ».

Ce qui fait la spécificité du coeur d'une ville, ce sont d'abord ses commerces et services. Et que retrouve-t-on dans ces domaines au centre-ville? Beaucoup de boutiques spécialisées mais d'accès restreint pour la majorité des gens (ex. : merceries pour hommes *Pour lui* et *Daniel Labonté*).

Petites choses utiles???

Le visiteur remarque immédiatement une chose : les vêtements sont roi sur Wellington! Mais pour ce qui est de boutiques dites utilitaires, on peut chercher longtemps... Il n'y a même plus de pharmacie depuis quelques années, et ce, malgré le vieillissement de la population et la proximité d'une résidence pour personnes âgées. Bien sûr, il y a une tabagie, où on retrouve un vaste choix de revues. Et un dépanneur, mais ce dernier fonctionne uniquement grâce au terminus de la Station du dépôt. (On l'a vu lors des récentes journées de grève du transport en commun : lorsque le service a été interrompu, le dépanneur s'est vu contraint

de fermer temporairement lui aussi). Pour les vidéophiles du centre-ville, il y a aussi un club vidéo qui vient fournir un divertissement à peu de frais. Et les incontournables restaurants et cafés. Mais toujours est-il que les petites choses utiles de la vie quotidienne sont difficiles à trouver. Et que dire de l'absence totale de guichets automatiques alors que nous sommes entourés de commerces, restaurants et cafés! Pas très pratique, n'est-ce pas?

La tendance se maintient

De fait, l'annonce récente de la construction d'un nouveau supermarché (et de trois!) à proximité du Carrefour de l'Estrie confirme la tendance de l'aménagement urbain à Sherbrooke : on déplace le centre-ville là où se retrouve la plus grande concentration de commerces sous un même toit, ou juste à côté du gros centre commercial. *Momo sports*, commerce bien implanté au centre-ville l'a compris en déménageant ses pénates dans ce secteur. Magasin au look plus attrayant, espace de

stationnement accru, tout cela est bien pratique. Mais depuis, un autre site commercial vacant a poussé sur Wellington...

En réponse à ces « espaces fantômes », certains artistes ont décidé d'agir en embellissant quelques vitrines laissées vides de leurs oeuvres. De plus, le club de modèles a installé une maquette composée de trains miniatures entourés des anciens bâtiments du Sherbrooke d'antan, juste à côté de la boutique *Omer Deserres*. Belles initiatives qui redonnent un peu de lustre à ces vitrines abandonnées et qui cadrent avec l'emphase mise sur l'aspect culturel du centre-ville maintenu par les boutiques d'encadrements, d'arts plastiques, les galeries d'art et les théâtres...

De même, on ne peut qu'applaudir à la revitalisation du théâtre Granada; aux rénovations de la Maison du cinéma avec son style « art déco », ses nouvelles salles ainsi que ses espaces de stationnements; aux améliorations apportées au



Photo : Yanick Bilodeau

Un magasin vide... et des vitrines qui comblent le vide!

Dunkin' Donuts, même si ces rénovations plus longues que prévues, ont privé les employées de leur maigre pitance (mais ça, c'est une autre histoire, me direz-vous...).

Outre tous ces efforts bienvenus, on remarque que les « événements spéciaux » tenus au centre-ville souffrent d'un manque de publicité. La dernière parade du Père Noël (en plein milieu novembre soit dit en passant, mais bon...) a quand même attiré une bonne foule, mais la possibilité d'amener ses enfants voir le gentil barbu au Carrefour, bien au chaud, est toujours plus attrayante pour les gens. Et que dire de

l'exposition de voitures anciennes au printemps dernier? Encore là, l'information a été peu diffusée et l'organisation bâclée à ce qu'il semblerait. Les participants ne connaissaient pas exactement l'emplacement où ils devaient se garer... du moins, c'est ce qui a été entendu à travers les branches. Bref, l'expression voulant qu'un centre-ville constitue le coeur et l'âme d'une cité reste encore à prouver en ce qui concerne Sherbrooke. On a plutôt l'impression que c'est le secteur nord de la ville qui joue ce rôle. Notre centre-ville, tel qu'il est actuellement, ressemble davantage à un poumon artificiel...

Yanick Bilodeau

Amnistie Internationale



« Tout individu a droit à la vie, à la liberté et à la sûreté de sa personne. »

Amnistie Internationale a été fondée en 1961 par Peter Benenson, avocat britannique qui, apprenant que deux étudiants Portugais avaient été condamnés à sept ans de prison pour avoir porté un toast à la Liberté, conçoit l'idée d'une vaste campagne populaire visant la libération des prisonniers d'opinion ainsi que l'abolition de la torture partout dans le monde.

Cette idée, il la présente dans un article intitulé « Les Prisonniers oubliés » dans le journal londonien *The Observer*, le 28 mai 1961. Très vite, des milliers de lettres d'appui arrivent à son bureau. Depuis 1961, Amnistie compte plus d'un million de membres et adhérents à travers 150 pays. Une majorité des dossiers d'adoption de prisonniers politiques ont été solutionnés à ce jour par une libération, un arrêt de la peine de mort ou une amnistie. Son travail en faveur des Droits Humains est reconnu mondialement : elle a reçu le prix Nobel de la Paix en 1977 et le Prix spécial des Nations Unies pour les Droits de l'Homme en 1978.

La section canadienne-francophone, fondée en juin 1978 compte plus de 25 000 membres, surtout au Québec, dont le groupe 29 à Sherbrooke.

Informations : Denise Gagné, Sherbrooke (819) 346-3878

Demande d'un ajustement du programme Placement Carrière Été

Sur la photo, nous reconnaissons, de gauche à droite, Sandra Landry, porte-parole de la Table Ronde des Organismes Volontaires d'Éducation populaire de l'Estrie (TROVEPE) de même qu'une participante, Suzelle Nadeau, étudiante au Cégep, lors d'une conférence de presse qui s'est tenue le 11 décembre dernier devant les bureaux de Ressources humaines du Canada sur la rue Wellington Nord. N'apparaît pas sur la photo, Benoît Pilote, responsable du dossier à la TROVEPE.

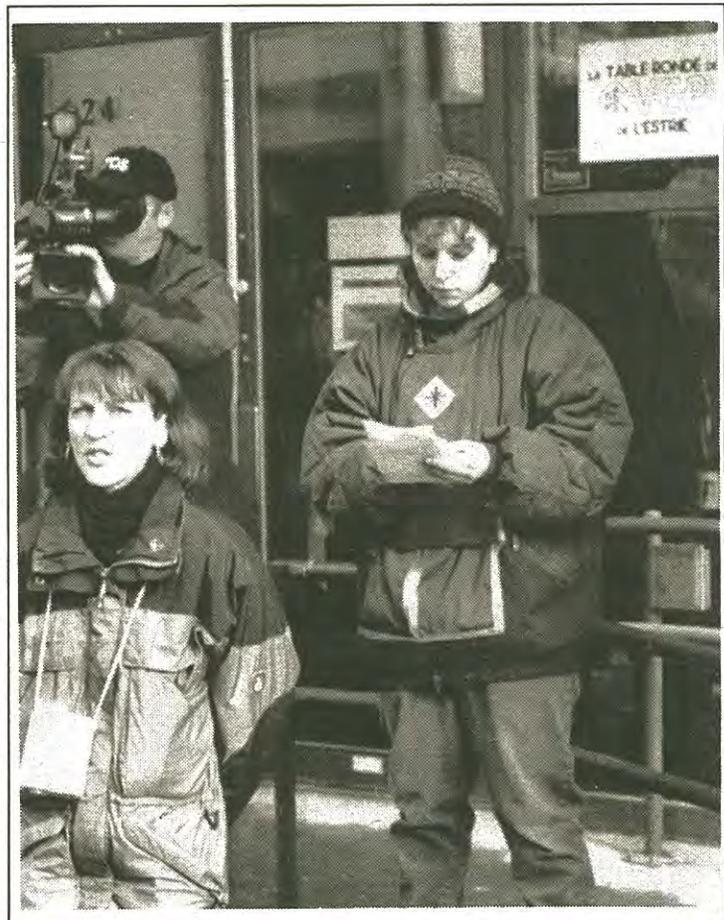


Photo : Yanick Bilodeau

-- MÉDIAS --

Le clone médiatisé

L'annonce de la « supposée » naissance du premier enfant cloné par la firme *Clonaid* a bénéficié d'une couverture médiatique importante de la part des membres de la presse écrite et électronique. À ce jour, nous ne savons toujours pas si « l'expérience » a vraiment eu lieu puisque ses dirigeants se refusent à dévoiler l'identité du nouveau-né. Il est permis, par contre, de se questionner sur l'importance accordée à une telle nouvelle. Les Raéliens semblent maîtriser l'art des coups d'éclat. Les médias du monde entier ont-ils fait les frais d'un canular?

Les médias se ruent sur la nouvelle

Depuis deux semaines, les médias mondiaux ont consacré plusieurs reportages à une nouvelle dont le mérite scientifique reste à être démontré. Elle a fait couler beaucoup d'encre et a provoqué de nombreux débats. Des chroniqueurs (*Petrowski, Nuovo, Bourgault, Foglia...*) ont tour à tour mordu à l'hameçon tendu par Vorilhon et ses adeptes. Il est navrant de constater que les médias ont diffusé une « nouvelle » en l'absence de la moindre preuve scientifique. Des journalistes se sont accaparés de l'espace médiatique pour nous manifester leur scepticisme autant que leur méconnaissance du sujet, et ce, au grand dam de leur lectorat respectif. Les commentaires des lecteurs dans la section de « La Boîte aux lettres » (*La Presse*, 7 janvier 2003) en témoignent : « Raël sait comment attirer l'attention des médias. Et les médias, tous, sont assez crétiens pour tomber dans le panneau ».

À la décharge des médias

Les avis sont partagés dans le milieu quant au traitement offert à l'annonce de *Clonaid*. On ne semble pas prêt à faire son *mea culpa*. Par contre, les médias se devaient de rapporter la nouvelle même si certains redoutaient le canular. Le journaliste Yves Boisvert explique la situation : « Pour ce qui est de la manipulation des médias, elle est d'autant plus gênante et d'autant moins pardonnable que les messagers sont notoirement non crédibles. On ne peut pas donner le bénéfice du doute à quelqu'un qui dit avoir rencontré un extraterrestre dans un volcan et être allé faire un tour de soucoupe volante ». (*La Presse*, 8 janvier 2003) Le même jour, l'éditorialiste André Pratte défend le travail des médias. Ces derniers ont, selon lui, exigé des preuves de la part de *Clonaid*, exécutant par le fait même leur travail. Il ajoute : « Au-jour'd'hui, la grande majorité des gens, informés par les dits médias, soupçonnent bien qu'il s'agit d'une supercherie ».

Supercherie ou pas, l'annonce de *Clonaid* aura permis, à tout le moins, de se questionner sur les enjeux et les conséquences entourant le clonage humain, et ce, même si la plupart des médias ont évacué les questions d'ordre moral, philosophique et scientifique pour ne s'attarder qu'aux prétentions fumeuses des Raéliens. Dans un tel contexte, la vigilance journalistique devient un élément majeur du traitement de l'information et une responsabilité de l'ensemble du monde des médias.

Claude Richard, pour le CRÉMI



Collectif Régional d'Éducation
sur les Médias d'Information

FORMATION D'INITIATION À INTERNET

cremi3@netconnexion.ca

Pour réservation : 346-0101

LULA À LA PRÉSIDENTENCE DU BRÉSIL

Nouvelle dynamique de changement social

Menace à l'impérialisme en Amérique du Sud

Depuis l'automne 2002, une espérance démesurée habite la population du Brésil puisque l'élection de « Lula », l'éternel candidat du Parti des Travailleurs (PT), s'annonce comme la fin de la traversée du désert pour ce pays. Avec 61,3 % des voix exprimées contre le candidat de l'ancien gouvernement, Luis Inácio Lula da Silva symbolise le rejet sans équivoque de la gestion ce gouvernement néolibéral. Mais le vote pour Lula est aussi l'affirmation d'un projet alternatif pour le Brésil et peut-être pour l'Amérique du Sud.

Le vote massif en faveur de Lula est un signe de cohérence historique. En portant au pouvoir un ouvrier syndicaliste et, surtout, la principale figure de l'opposition des vingt dernières années, la population désire poursuivre la démocratisation du Brésil et rompre avec le projet des élites. Après avoir vu le Brésil souffrir d'une dictature militaire de 1964 à 1985, la société refuse de sombrer dans une dictature économique.

Signification de l'élection de Lula pour le Brésil

Figure de proue dans le syndicat des métallurgistes des environs de São Paulo, Luis Inácio Lula da Silva a joué un rôle majeur dans toutes les luttes importantes du Brésil depuis les années 1980. Il a contribué à la chute de la dictature militaire et soutenu un vaste mouvement en faveur des élections directes de 1985. Il fut au coeur de la naissance du Parti des Travailleurs.

Son arrivée au pouvoir est donc l'aboutissement du travail acharné de toute une série d'acteurs sociaux qui sont porteurs d'une perspective de changement global à long terme. Figure charismatique respectée par tous et toutes, il constitue l'articulation fondamentale entre la gauche sociale dont il émerge et la gauche politique dont il fut le principal catalyseur.

Il faut toutefois voir que l'arrivée de Lula représente

aussi la prise du pouvoir d'une coalition électorale autour du PT. En plus des deux partis communistes brésiliens (PCB, Pcdob), sa candidature a été appuyée par le Parti Libéral, parti minoritaire certes, mais qui symbolise l'appui d'une fraction grandissante de la bourgeoisie nationale dont le vice-président José Allencar, millionnaire du textile, est le porte-parole. Cette alliance d'un candidat de gauche avec l'industrie nationale qu'il a pourtant tellement combattue lorsqu'il était syndicaliste, est le meilleur exemple de l'effondrement du néolibéralisme et de la nécessité de rupture avec ce système.



En relançant l'économie sur des bases nationales, le PT entend amorcer un cercle vertueux qui donnerait au nouveau gouvernement les marges de manoeuvre nécessaires afin de réinvestir le secteur social (éducation, santé, pensions de vieillesse, etc.), de relancer l'emploi et, surtout, de soutirer à la bourgeoisie nationale des concessions sur les « réformes de base » qui ont trop attendu (réforme agraire, réforme fiscale, réforme de la

loi cadre sur le syndicalisme, réforme de la protection sociale). Alors que le pays se retrouve au bord du gouffre, Lula se résigne pour le moment à accepter les grands paramètres qui lui lient les mains (dette internationale, accords commerciaux, accords avec le Fonds monétaire international). Il travaillera dans ce cadre restreint afin d'assurer une réelle durabilité à une rupture à moyen et long terme du modèle de développement du Brésil.

Secousse commerciale internationale

C'est probablement en dehors du Brésil que l'élection de Lula aura les impacts les plus marqués. Le Brésil de Lula rejetera-t-il ou non la ZLÉA? Favorisera-t-il la création d'un bloc économique fort en Amérique du Sud formé autour du Marché commun du cône sud (Mercosul) pouvant freiner l'expansion cet accord?

Mais comme Washington désire assurer une maîtrise militaire du continent advenant le cas où l'arme de la dette publique ne soit pas assez efficace pour asseoir les gouvernements locaux, c'est plutôt à ce niveau que le véritable impact de l'élection de Lula pourra se faire sentir. Ce qui est à craindre devant un gouvernement trop socialisant, c'est qu'une crise soit orchestrée par les représentants des intérêts de la haute finance, en somme, une prise d'otage financière du pays. La solidarité internationale s'avère donc impérative afin de permettre au vent de changement qui souffle sur l'Amérique du Sud contre l'impérialisme américain de se matérialiser sous le gouvernement de Lula au Brésil.

Source : *La Lettre de l'UFP*, Vol. 1, n° 4, 4 nov. 02



187, rue Laurier, local 314
Sherbrooke (Québec) J1H 4Z4

Téléphone : (819) 566-2727

Fax : (819) 566-2664

Courriel : trovepe@aide-internet.org

LE MOUVEMENT POPULAIRE

- Des ressources à découvrir
- Des alternatives à offrir
- Une force en devenir

QUILLABAMBA AU PÉROU : LE BOUT DU MONDE?

Hé oui, c'est ce que l'on serait endroit de se demander lorsqu'on est assis depuis 9 heures dans un omnibus qui sillonne les sommets andins du Pérou pour ensuite descendre et suivre le cours du fleuve Vilcanota, dans la vallée de la Convention, jusqu'à Quillabamba. Pourtant, ce ne sont que 150 km qui séparent cette petite ville, chef-lieu de la province de La Convention, de Cusco, capitale départementale.

D'emblée, on comprend qu'un des problèmes majeurs de la région est bien sûr le manque de voies de communication, une seule route, ou une seule croûte, jusqu'à Cusco et en sens inverse, une seule route jusqu'à la jungle où il ne restera bientôt que le fleuve comme seule piste à emprunter. D'un bout à l'autre, ce sont environ 18 heures de camion, par temps sec, on s'entend..., où l'on passe du climat frais des Andes (4 800 mètres) à l'humidité et la chaleur de la Selva (300 mètres). Et encore, on n'a pas atteint la limite de la province qui s'étend encore dans la jungle sur plusieurs dizaines, voire centaines de km, et où vivent plusieurs communautés autochtones reliées au monde par plusieurs cours d'eau.

Une vallée florissante

La vallée est florissante, oranges, mangues, bananes, papayes côtoient les plants de café, maïs, yuca ou manioc, canne à sucre et également la coca, indispensable pour les travailleurs agricoles lorsqu'ils récoltent dans leur « Chacra » (bout de terre). L'agriculture et l'élevage sont les principales ressources de la population locale mais l'isolement de la zone les empêche de se développer. Par exemple, à Cusco, les fruits et légumes proviennent de la province de Lima car leur transport est moins problématique que celui des produits quillabambinos. Cette problématique d'accessibilité est à double sens, puisque les ressources de l'État au niveau des services essentiels n'arrivent qu'au compte-goutte dans la province de La Convention.

La santé, un casse-tête

L'étendue de la province rend difficile l'accès aux soins de santé : Quillabamba possède le seul hôpital de la

région et encore, son équipement est assez précaire. Pour le reste, quelques centres de santé et, plus rudimentaires encore, des postes de santé sont disséminés dans les villes et villages les plus importants du territoire. Il n'est pas rare de voir des femmes accoucher sur des chemins de terre, en route pour l'hôpital ou un centre de santé, périple qui leur demande parfois deux jours de marche et plusieurs heures de camion. Imaginez lorsque une maladie grave survient ou un accident... De plus, le climat tropical de la zone est propice au développement de maladies transmises par les vecteurs tels la malaria, la fièvre jaune, la bartonellose, et selon le ministère de la Santé péruvien, on y trouve également le plus haut taux de mortalité maternelle et infantile au pays.

Dans ces conditions, il apparaît essentiel d'agir au niveau de la prévention auprès des communautés afin de diminuer les risques de maladie. C'est ce que l'ONG Ayni Salud tente de faire depuis un an grâce à l'appui financier du Carrefour de Solidarité Internationale (CSI), du Secrétariat à l'aide internationale du Québec (SAIQ) et de l'Agence canadienne de développement international (ACDI).

COCLA /Ayni Salud, un partenariat stratégique

Établir une couverture en prévention en santé sur un si vaste territoire constitue en soi un grand défi à relever. Ayni Salud a trouvé une solution à ce problème en s'associant avec une des plus grandes centrales de coopératives caféières au Pérou : COCLA. Elle est composée de 22 coopératives caféières et les membres résident sur l'ensemble du



Deux formateurs en santé de la coopérative Huadquiña. Formation en planification familiale.

Les membres de la communauté participent à la formation.



Photos : CSI

territoire de la province de La Convention. COCLA et ses coopératives produisent, entre autres, du café organique et équitable, ce qui leur permet de maintenir une certaine croissance économique dans un monde trop dépendant des fluctuations, souvent à la baisse, des matières premières. COCLA s'investit également dans le projet de santé en facilitant le transport et la nourriture pour les femmes et hommes qui y sont impliqués. Le rayonnement et l'importance de COCLA dans la région constituent sans nul doute des atouts de taille et un laissez-passer officiel pour les actions à entreprendre dans le projet.

Résultats tangibles...

La réalisation du projet est prévu en plusieurs étapes, dont une première d'une durée de deux ans qui a débuté au mois de décembre 2001. Cinq des plus grands coopératives membres de COCLA sont associées à cette première étape. Dans chacune d'elle, une vingtaine de personnes, en majorité des femmes, ont été sélectionnées pour suivre des cours de formation en santé préventive et formaliser leur association en comité santé. Chaque personne ainsi recrutée provient d'une communauté différente dans le but de couvrir un territoire le plus vaste possible.

Trois niveaux de formation

Durant les douze mois premiers mois, trois femmes élues démocratiquement par les membres de leur comité ont suivi douze formations intensives d'une semaine sur différents thèmes reliés à la santé préventive et aux interventions de premiers soins. Les cours sont dispensés par le docteur Alberto Alanoca Pazos, coordonnateur d'Ayni Salud, et par deux techniciennes de l'organisme, une infirmière et une psychologue. Leur apprentissage a porté, entre autres, sur la vaccination et les injections, la santé maternelle, les maladies pulmonaires, la tuberculose, les maladies parasitaires, les droits sexuels et reproductifs, la planification familiale, les méthodes contraceptives, la sexualité et la psychologie infantile, les MTS et le SIDA, les contrôles vitaux, la nutrition, l'estime de soi, la violence conjugale, l'alcoolisme et la drogue. En plus de leur formation, les promotrices profitent de leur séjour d'une semaine pour créer du matériel pédagogique qui sera utilisé lors des formations de deuxième et troisième niveau.

Cette étape est appelée la formation de premier niveau, et c'est ici que la collaboration des coopératives de COCLA se fait le plus sentir, car cette dernière défraye les coûts de transport et de nourriture pour les 15 femmes et hommes qui doivent résider une semaine par mois à Quillabamba (pour certains, cela signifie jusqu'à deux jours de déplacement).

Vient ensuite la formation de deuxième niveau. De retour dans leurs coopératives, les 15 promotrices (3 par comité santé) de premier niveau se chargent, avec l'appui des deux techniciennes d'Ayni Salud, de retransmettre leurs apprentissages aux 17 autres membres de leur comité santé. Ce processus se fait en plusieurs journées de formation étalées sur environ deux semaines.

Pour la formation de troisième niveau, chaque promotrice, généralement par groupe de deux, organise des sessions de formation directement auprès des membres de sa communauté, en s'intégrant dans des réunions déjà planifiées de différents groupes (Club des mères, cuisines collectives, assemblées des membres de leur coopérative), soit en convoquant elle-même des rencontres de groupe. Ainsi, chacune des 100 promotrices rejoint mensuellement depuis le mois de juin 2002 entre 60 et 90 personnes et leur transmet de l'information en santé à laquelle elles n'ont jamais eu accès.

Daniel Vanoverschelde CSI

Entrée Libre, janvier 2003 / 5

**Ce numéro sans frais
est payant :**

1 800 463-5229

Boni de
1%

la première année
pour les nouveaux
fonds REER

REER

OBLIGATIONS À TAUX PROGRESSIF

Capital garanti à 100 %.

Taux avantageux garantis pour 10 ans.

Remboursables sans pénalité, chaque année,
à leur date anniversaire.

Achat à partir de 100 \$.

Téléphonez-nous du lundi au vendredi, de 8 h à 20 h,
et les samedis du 11 janvier au 1^{er} mars, de 10 h à 16 h.
Visitez le www.placementsqc.gouv.qc.ca

Épargne
Placements

Québec

Sondage de l'ONU

Merci à Georges Abou-Hsab : notre journaliste populaire qui nous assure d'être bien branché sur le monde, et qu'elle serait votre réponse à cette question si vous étiez membre de l'ONU?

L'ONU commanda un sondage à l'échelle mondiale afin de trouver une solution permanente au problème de la faim dans le monde.



La question était :

« A votre opinion, qu'est-ce que notre Organisation peut faire pour trouver une solution urgente à la pénurie de nourriture dans le reste du monde? »

Le sondage fut un échec retentissant :

- * en Afrique, personne ne comprit ce que signifiait *nourriture*;
- * en Europe de l'Est, personne ne comprit ce que signifiait *urgences*;
- * en Europe de l'Ouest, personne ne comprit ce que signifiait *pénurie*;
- * en Chine, personne ne comprit ce que signifiait *opinion*;
- * au Moyen-Orient, personne ne comprit ce que signifiait *solution*;
- * en Amérique du Sud, personne ne comprit ce que signifiait *Organisation*;
- * aux États-Unis, personne ne comprit ce que signifiait *le reste du monde*.

Source : FRAPRU

Formation de personnes ressources dans les communautés culturelles

Vous êtes une personne immigrante et vous avez le goût de vous impliquer bénévolement auprès des gens de votre communauté? L'organisme communautaire Élixir vous offre une formation gratuite sur le phénomène de la consommation chez les jeunes ainsi que sur la communication et les relations entre parents et adolescents.

Cette formation s'adresse aux parents et comprend 8 rencontres de 3 heures chacune. Début : semaine du 3 février 2003

Information et inscription : Élixir au 562-5771

Élixir est un organisme communautaire reconnu par la Régie régionale de la santé et des services sociaux de l'Estrie.
Nous travaillons en prévention de la toxicomanie auprès des femmes.

masse
Le syndicat des prestataires de
l'assurance-chômage en Estrie

ACTIF DEPUIS 1980

(819) 566-5811

Mouvement des Chômeurs et Chômeuses de l'Estrie
187, rue Laurier, local 215, Sherbrooke (Québec) J1H 4Z4

Membre du MASSE

Mouvement autonome et solidaire des sans-emploi



Solidarité Populaire Estrie

187, rue Laurier, local 311
Sherbrooke (Québec) J1H 4Z4

Téléphone. : (819) 562-9547

Courriel : solidari@aide-internet.org

**Une coalition pour
une répartition équitable
de la richesse**

SOUPER ET SOIRÉE INTERACTIVE

OÙ EST L'ESPOIR?

Les mouvements de
résistance ici et ailleurs

Invitée : Lorraine Guay

Mercredi, 19 février 2003

17 h 30

Cafétéria du Collège
de Sherbrooke

Admission :

10 \$ public général
6 \$ sans emploi
6 \$ étudiantes et étudiants

Réservation:

829-3822
563-9934
562-9547

Les tribunaux du Québec ont-ils une compétence internationale sur un enfant domicilié à l'étranger?

Faits :

Les faits soumis au tribunal sont les suivants :

Les parties ont divorcé et la garde des enfants a été confiée à madame qui a été autorisée à s'installer en France avec ceux-ci. Des droits d'accès ont été accordés à monsieur. Madame a présenté en France une requête en annulation de ces droits. Monsieur a par la suite présenté au Québec une requête en annulation de ces droits. Monsieur a par la suite présenté au Québec une requête en modification de la garde des enfants. Il demande la garde des enfants, invoquant qu'il n'a pu les voir au cours de la dernière année.

Madame prétend que la Cour supérieure du Québec n'a pas compétence et que l'intérêt des enfants et leurs droits doivent être examinés à la lumière de la loi du lieu de leur domicile.

Question :

Pensez-vous que le Tribunal du Québec peut entendre la requête de monsieur?

Décision :

La Cour supérieure du Québec décline sa compétence sur la requête présentée par monsieur.

Motifs :

Le législateur accorde une grande importance au domicile de l'enfant lorsqu'il s'agit de décider de ses droits. Celui-ci a pour domicile celui du parent qui en assume la garde. En l'espèce, les enfants sont domiciliés en France depuis plus d'un an et sont assujettis aux lois de ce pays. Il est donc dans leur intérêt et dans le respect de leurs droits que les autorités de la France statuent sur leur garde légale en fonction des lois applicables dans le pays de leur domicile.

Micheline Plante, avocate, Aide juridique - Sherbrooke, (819) 563-6122

La SODEC,
pour favoriser le développement
des entreprises et soutenir
les activités qui contribuent
au rayonnement de notre culture
partout au Québec.

Parce que
notre culture
est une force.

Société
de développement
des entreprises
culturelles

Québec

www.sodec.gouv.qc.ca

La Consultation populaire sur la ZLÉA

Consulta :

Référendum non officiel basé
sur la mobilisation populaire



À l'initiative de l'Alliance sociale continentale, les mouvements populaires et syndicaux de partout en Amérique sont conviés à participer à une consultation populaire sur l'accord créant la zone de libre-échange des Amériques (ZLÉA). Cette consultation s'inscrit dans le cadre plus large d'une Campagne continentale de lutte contre la ZLÉA et de construction de modèles alternatifs d'intégration fondés sur des principes de démocratie, d'égalité, de solidarité du respect de l'environnement et des droits humains.

Cette idée a été reprise par une série de réseaux et de coordinations sociales et elle a fait l'objet d'un consensus large à l'occasion de la première Rencontre continentale de lutte contre la ZLÉA tenue à La Havane en novembre 2001. Peu après, le 4 février 2002, dans le cadre du deuxième Forum social mondial de Porto Alegre au Brésil, la campagne continentale de lutte contre la ZLÉA fut lancée lors d'une marche réunissant 50 000 personnes.

La population du Brésil a lancé cette campagne lors d'un scrutin, tenu le 6 octobre 2002, où plus de 10 millions de personnes ont voté dans une proportion de 98,3 pour cent pour rejeter la ZLÉA. Ce fut l'une des plus importantes mobilisations populaires dans le contexte électoral culminant par la victoire de Lula. Chez nous, les préparatifs vont bon train : multiplication des rencontres d'organisations et discussions de plans d'action s'enchaînent. L'imposante mobilisation étudiante du 31 octobre dernier sur le même thème a insufflé un nouveau dynamisme à cette démarche. Au Québec, le Réseau québécois d'intégration continentale (RQIC) coordonne cette initiative. Il s'agit d'une occasion unique de débattre des enjeux de privatisation, de déréglementation et de libéralisation qui découlent de la mondialisation néolibérale et des moyens qui sont mis de l'avant par ses promoteurs, dont la création d'une zone de libre-échange des Amériques prévue pour 2005.

Pour la région de l'Estrie, des informations seront disponibles sous peu par l'entremise du comité International de Solidarité Populaire Estrie au numéro suivant : (819) 562-9547.

Source : RQIC (rqic.alternatives.ca)

La Lettre de l'UFP, Vol. 1, n° 4, 4 nov. 02, Vol. 1, n° 8, 13 janv. 03

Mario Vargas Llosa

La fête au Bouc

Traduit de l'espagnol (Pérou)
par Albert Bensoussan

Que vient chercher à Saint-Domingue cette jeune avocate new-yorkaise après tant d'années d'absence? Les questions qu'Urania Cabral doit poser à son père mourant nous projettent dans le labyrinthe de la dictature de Rafael Leonidas Trujillo, au moment charnière de l'attentat qui lui coûta la vie en 1961. Dans des pages inoubliables - et qui comptent parmi les plus justes que l'auteur nous ait offertes -, le roman met en scène le destin d'un peuple soumis à la terreur et l'héroïsme de quatre jeunes conjurés qui tentent l'impossible : le tyrannicide. Leur geste, longuement mûri, prend peu à peu tout son sens à mesure que nous découvrons les coulisses du pouvoir : la vie quotidienne d'un homme hanté par un rêve obscur et dont l'ambition la plus profonde est de faire de son pays le miroir fidèle de sa folie.

Jamais, depuis *Conversation à « La Cathédrale »*, Mario Vargas Llosa n'avait poussé si loin la radiographie d'une société de corruption et de turpitude. Son portrait de la dictature de Trujillo, gravé comme une eau-forte, apparaît, au-delà des contingences dominicaines, comme celui de toutes les tyrannies - ou, comme il aime à le dire, de toutes les « satrapies ». Exemple à plus d'un titre, passionnant de surcroît, *La fête au Bouc* est sans conteste l'une des oeuvres maîtresses du grand romancier péruvien.

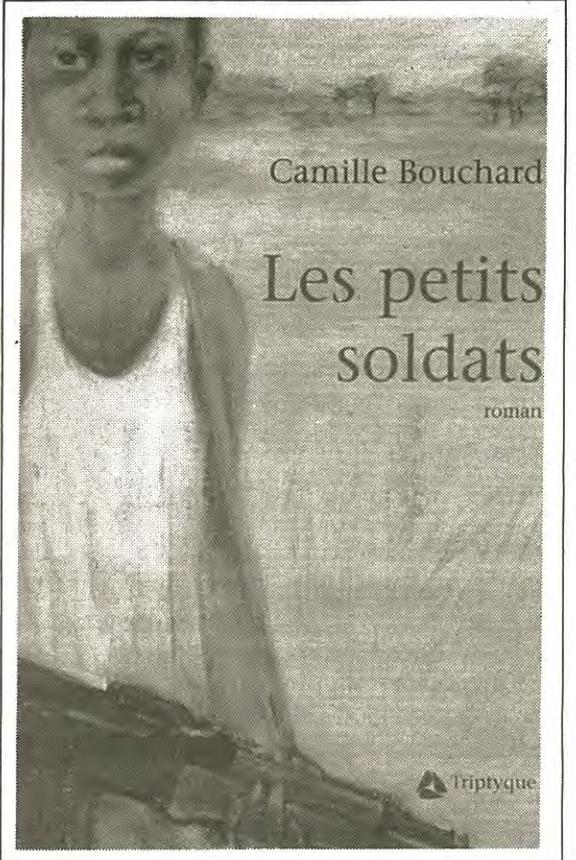
VARGAS LLOSA, Mario. *La fête au Bouc*, Éditions Gallimard 2002, 604 p.

Mario Vargas Llosa (Arequipa, 1936) est l'auteur de *Conversation à « La Cathédrale »* (1973), de *La tante Julia et le scribouillard* (1980), de *La guerre de la fin du monde* (1983) et des *Cahiers de don Rigoberto* (1998), parmi la vingtaine d'oeuvres à son actif qui ont fait sa réputation internationale. Il est aussi l'essayiste lucide et polémique d'*Un barbare chez les civilisés* (1998) et de *L'utopie archaïque* (1999).



Les petits soldats Roman

À Forestville, flotte encore un lourd secret. Où est Jérôme? Se cache-t-il quelque part en Afrique comme l'affirme Marie-Christine? La jeune femme part à la recherche de son amoureux, en compagnie de Raphaël,



qui jure de la suivre jusqu'en enfer...

Du Caire au désert du Sinaï, ils croiseront des êtres attachants et des ennemis impitoyables, pénétreront le quotidien insoutenable des villages que n'épargnent ni le climat implacable ni la folie des hommes, feront l'expérience de la froide logique militaire qui explosera autour d'eux dans une apothéose de démence et de violence, et plongeront soudain dans un monde de mensonges et de trahisons au milieu duquel les enfants servent de chair à canon.

Au-delà de sa quête, Marie-Christine découvrira que, de la folie des magouilles africaines à celle que marque un village québécois, il n'y a de différence que la couleur des hommes. Montagnes du Proche-Orient, brousse africaine, déserts et villages d'Éthiopie : Camille Bouchard ramène dans ses bagages des histoires bouleversantes de souffrance et de mort. Alors que l'on croyait tout connaître des travers de ceux qui recherchent pouvoir et fortune, il nous surprend une fois de plus en décrivant le quotidien infernal des enfants soldats et les magouilles de ceux qui s'enrichissent aux dépens des victimes des grandes famines africaines.

BOUCHARD, Camille. *Les petits soldats*, éditions Triptyque, Montréal, 2002, 405 p.

Selon les Nations Unies, plus de 300 000 enfants de moins de 18 ans participent ou ont participé à une trentaine de conflits récents, tant du côté des gouvernements que du côté des rebelles et groupes armés. La Convention internationale des droits de l'enfant a été adoptée en 1989 et a été presque universellement ratifiée, seuls les États-Unis et la Somalie n'y étant pas parties. Source: Département de l'information (DIP), Nations Unies, New York, 25 mai 2000

PROJET D'ENSEIGNEMENT AU MALI

Dans le cadre de Jeunesse Canada Monde, un groupe de quarante étudiantes et étudiants en enseignement au préscolaire et primaire de l'Université de Sherbrooke participera à un projet au Mali, plus particulièrement dans un petit village nommé Sanankoroba, pour une période d'un mois en mai 2003.

Les participants séjourneront dans des familles et travailleront bénévolement dans leur domaine. Jeunesse Canada Monde s'engage à assurer la gestion financière du projet ainsi que la formation et la supervision du groupe. Toutefois, les participants à ce projet doivent effectuer une collecte de fonds pour couvrir les dépenses reliées à leur séjour outre-mer.

Jeunesse Canada Monde est un organisme gouvernemental qui oeuvre depuis 31 ans dans le domaine de l'éducation interculturelle et la coopération internationale.

Jeunesse
Canada
Monde



Pour ceux qui veulent aider à la réalisation de ce projet, vous pouvez communiquer avec

Marie-Josée Charette
(819) 565-0498
mjcf@videotron.ca

et

Chantal Godbout
(819) 829-2365
c_godbout25@hotmail.com

S'abonner c'est
se donner les moyens
de mieux s'informer

Abonnement régulier 15 \$
Institutions, organismes- 20 \$

Ci-joint un chèque ou mandat-poste au montant de _____ \$
pour _____ abonnement(s) adressé à :

Entrée Libre

187, rue Laurier, local 317, Sherbrooke (Québec) J1H 4Z4

Nom : _____

Adresse : _____

Ville : _____ Code postal : _____



CONTRIBUER
AU FINANCEMENT
DES
GROUPES
POPULAIRES

Recherchons équipiers et équipières

Se joindre à l'équipe d'Entrée Libre
permet de s'impliquer
humainement et socialement.

CONTACTEZ-NOUS : 821-2270